

Ministère des Travaux publics

Routes de l'Etat. Expropriations. Procédure d'extrême urgence, p. 104. — Autoroutes. Expropriations. Procédure d'extrême urgence, p. 106.

Ministère de l'Intérieur

Personnel. Promotions, p. 108.

Avis officiels

Ministère de la Justice

Ordre judiciaire, p. 108.

Ministère des Finances

Administration de la T.V.A., de l'Enregistrement et des Domaines. Aliénation d'immeubles domaniaux. Publications faites en exécution de la loi du 31 mai 1923, p. 108. — Successions en déshérence, p. 109.

Ministère des Communications

Administration des Transports. Certificats de transport, p. 110. Autorisations de transport, p. 110.

Ministerie van Openbare Werken

Rijkswegen. Onteigeningen. Spoedprocedure, bl. 104. — Autosnelwegen. Onteigeningen. Spoedprocedure, bl. 106.

Ministerie van Binnenlandse Zaken

Personeel. Bevorderingen, bl. 108.

Officiële berichten

Ministerie van Justitie

Rechterlijke Orde, bl. 108.

Ministerie van Financiën

Administratie van de BTW, Registratie en Domeinen. Vervreemding van onroerende domeingoederen. Bekendmakingen gedaan ter uitvoering van de wet van 31 mei 1923, bl. 108. — Erfloze nalatenschappen, bl. 109.

Ministerie van Verkeerswezen

Bestuur van het Vervoer. Vervoerbewijzen, bl. 110. — Vervoervergunningen, bl. 110.

LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

F. 83 — 13

18 NOVEMBRE 1982

Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié notamment par les arrêtés royaux des 16 mars 1964, 17 septembre 1969 et 1er août 1975;

Considérant que le stage des candidats agents de l'Etat du niveau I est actuellement régi par des dispositions temporaires;

Considérant qu'il est rationnel d'harmoniser les règles relatives au stage des candidats agents de l'Etat des différents niveaux;

Considérant qu'il y a lieu de promouvoir et d'organiser l'accueil et la formation permanente des agents;

Vu l'avis du Comité général de consultation syndicale;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 26 mars 1982;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Fonction publique et de Notre Secrétaire d'Etat à la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Les articles 27 à 39 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat sont remplacés par les dispositions suivantes :

« CHAPITRE III

Du stage et de l'admission en qualité d'agent de l'Etat

Section I. — Dispositions générales

Art. 27. § 1er. Le Secrétaire permanent au recrutement établit la liste des lauréats des concours de recrutement conformément aux dispositions arrêtées par Nous,

WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

N. 83 — 13

18 NOVEMBER 1982. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, inzonderheid gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 maart 1964, 17 september 1969 en 1 augustus 1975;

Overwegende dat de stage van de kandidaat-rijksambtenaren van niveau I thans door tijdelijke bepalingen wordt geregeld;

Overwegende dat het rationeel is de regels met betrekking tot de stage van de kandidaat-rijksambtenaren der verschillende niveaus te harmoniseren;

Overwegende dat het onthaal en de voortdurende vorming van de ambtenaren dienen bevorderd en georganiseerd te worden;

Gelet op het advies van de Algemene Syndicale Raad van advies;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 26 maart 1982;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Openbaar Ambt en van Onze Staatssecretaris voor Openbaar Ambt en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De artikelen 27 tot 39 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel worden vervangen door de volgende bepalingen :

« HOOFDSTUK III

Stage en aanstelling tot rijksambtenaar

Afdeling I. — Algemene bepalingen

Art. 27. § 1. De Vaste Wervingssecretaris maakt overeenkomstig de door Ons vastgestelde bepalingen de lijst op van diegenen die voor het vergelijkend wervingsexamen zijn geslaagd.

§ 2. Le Secrétaire permanent au recrutement vérifie, selon les dispositions arrêtées par Nous, si les lauréats qui se sont classés immédiatement ou viennent ultérieurement en ordre utile satisfont aux conditions d'admissibilité imposées.

Sauf dans les cas déterminés par Nous, le lauréat est admissible à la nomination avant la vérification de son aptitude physique. S'il ne satisfait pas à cette condition, il est démis d'office avec un préavis qui correspond à la durée minimum exigée dans son cas pour bénéficier des allocations de chômage. Pendant cette période de préavis, il est soumis soit au statut des agents temporaires soit au statut du personnel ouvrier temporaire.

§ 3. Les lauréats qui se sont classés immédiatement ou qui viennent ultérieurement en ordre utile et qui, en outre, sont admissibles conformément aux dispositions du § 2, sont déclarés admis par le Secrétaire permanent au recrutement.

Art. 28. Le stagiaire n'a pas la qualité d'agent de l'Etat au sens du présent arrêté.

Il n'est soumis aux dispositions de cet arrêté et des arrêtés qui l'ont modifié ou complété, que dans la mesure où elles lui sont rendues expressément applicables.

Art. 28bis. Le stagiaire bénéficie des dispositions qui régissent pour les agents de l'Etat :

1° les allocations et indemnités de toute nature, dans la mesure où le fait qui donne lieu à l'octroi d'une allocation ou d'une indemnité est compatible avec l'exercice continu du stage;

2° le statut pécuniaire.

Pour l'application du présent article, le stagiaire est censé être titulaire du grade auquel il s'est porté candidat.

Art. 28ter. Pour le calcul de la durée du stage accompli, toutes les périodes pendant lesquelles le stagiaire est dans la position d'activité de service sont prises en considération.

Ne sont toutefois pas prises en considération, même si le stagiaire est resté dans la position d'activité de service, les absences qui se produisent après que le stagiaire a déjà été absent quinze jours ouvrables en une ou plusieurs fois.

N'interviennent pas dans le calcul de ces jours d'absence, les congés annuels de vacances, les congés accordés en application de l'article 36 de l'arrêté royal du 20 juin 1955 portant le statut syndical des agents des services publics, les congés exceptionnels visés aux articles 6 et 6bis de l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat, les congés de promotion sociale.

Art. 28quater. Sans préjudice des attributions du directeur général de la formation, le stage est dirigé dans chaque ministère par les directeurs de la formation désignés conformément à l'article 48quater, § 1er, alinéa 3.

Art. 28quinquies. Le directeur de la formation établit chaque mois et à la fin du stage, un rapport de stage conformément aux modèles arrêtés par le ministre qui a la fonction publique dans ses attributions.

Chaque rapport est communiqué au stagiaire qui y joint éventuellement ses observations et il est versé à son dossier personnel.

Art. 28sexies. § 1er. Le stagiaire peut être licencié pour cause d'inaptitude professionnelle moyennant un préavis de trois mois.

Dans ce cas, il est soumis, pendant la période de préavis, soit au statut des agents temporaires, soit au statut du personnel ouvrier temporaire.

§ 2. Toute faute grave commise dans l'accomplissement du stage ou à l'occasion de celui-ci peut donner lieu au licenciement sans préavis du stagiaire qui s'en rend coupable. L'intéressé doit, au préalable, être entendu ou interpellé.

§ 3. Le licenciement est prononcé par le ministre dont relève le stagiaire sur proposition, selon le cas, de la commission interdépartementale des stages ou de la commission des stages.

Toutefois, le licenciement du stagiaire du niveau 1 est subordonné à l'accord du ministre du département auquel le stagiaire est provisoirement affecté.

Art. 29. Le ministre qui a la fonction publique dans ses attributions définit les principes généraux qui régissent le stage.

Section II. — Du stage des candidats au niveau 1 et de leur admission en qualité d'agent de l'Etat

Art. 30. § 1er. Les lauréats admis par le Secrétaire permanent au recrutement sont nommés en qualité de stagiaire par le ministre qui a la fonction publique dans ses attributions, avec la jouissance de tous leurs droits administratifs et pécuniaires, au plus tard le premier jour du troisième mois suivant celui où le Secrétaire permanent au recrutement a mis les lauréats à la disposition du ministre.

§ 2. De Vaste Wervingssecretaris gaat, volgens de door Ons vastgestelde bepalingen, na of de geslaagden die direct batig gerangschikt zijn of naderhand batig gerangschikt komen te staan aan de toelaatbaarheidsvereisten voldoen.

Behoudens in de door Ons bepaalde gevallen kan de geslaagde tot benoeming toegelaten worden voordat zijn lichamelijke geschiktheid is gecontroleerd. Als hij nadien aan deze vereiste niet voldoet, wordt hij ambtshalve ontslagen met een opzegging die overeenstemt met de minimum duur welke in zijn geval vereist is om werkloosheidsuitkeringen te genieten. Gedurende de opzeggingsperiode is hij onderworpen hetzij aan het statuut van het tijdelijk personeel hetzij aan het statuut van het tijdelijk werklidpersoneel.

§ 3. De geslaagden die direct batig gerangschikt zijn of nadien batig gerangschikt komen te staan en die bovendien toelaatbaar zijn overeenkomstig het bepaalde in § 2, worden door de Vaste Wervingssecretaris toegelaten verklaard.

Art. 28. De stagiair is geen rijksambtenaar in de zin van dit besluit.

De bepalingen van dit besluit en van de besluiten die het gewijzigd of aangevuld hebben, gelden voor hem slechts in zover zij uitdrukkelijk op hem toepasselijk zijn verklaard.

Art. 28bis. De stagiair komt in aanmerking voor hetgeen ten behoeve van rijksambtenaren is bepaald inzake :

1° allerhande uitkeringen en vergoedingen voor zover het daartoe grond opleverende feit bestaanbaar is met een ononderbroken stage;

2° de bezoldigingsregeling.

Voor de toepassing van dit artikel worden de stagiairs geacht de graad te bezitten waarvoor zij zich kandidaat hebben gesteld.

Art. 28ter. Om de duur van de verrichte stage te berekenen worden alle perioden waarin de stagiair in actieve dienst is in aanmerking genomen.

Worden evenwel niet in aanmerking genomen de afwezigheden die zich voordoen nadat de stagiair reeds vijftien werkdagen in één of verschillende malen afwezig is geweest, zelfs indien hij gedurende deze afwezigheden in actieve dienst is gebleven.

Komen voor de berekening van deze dagen afwezigheid niet in aanmerking, het jaarlijks vakantieverlof, de verloven toegestaan bij toepassing van artikel 36 van het koninklijk besluit van 20 juni 1955 betreffende het syndicaal statuut van het personeel der openbare diensten, de uitzonderlijke verloven bedoeld bij de artikelen 6 en 6 bis van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen, de verloven voor sociale promotie.

Art. 28quater. Onverminderd de bevoegdheden van de directeur-generaal van de vorming wordt de stage in elk ministerie geleid door de vormingsdirecteurs aangewezen overeenkomstig artikel 48quater, § 1, derde lid.

Art. 28quinquies. Maandelijks en ook op het einde van de stage maakt de vormingsdirecteur een verslag van de stage op overeenkomstig de modellen vastgesteld door de minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort.

Ieder verslag wordt ter kennis gebracht van de stagiair, die er eventueel zijn opmerkingen aan toevoegt, en in zijn persoonlijk dossier opgenomen.

Art. 28sexies. § 1. De stagiair kan wegens beroepsongeschiktheid worden afgedankt met opzegging van drie maanden.

In dit geval is hij, gedurende de opzeggingsperiode, onderworpen hetzij aan het statuut van het tijdelijk personeel hetzij aan het statuut van het tijdelijk werklidpersoneel.

§ 2. Voor elke zware fout begaan gedurende of ter gelegenheid van de stage kan de stagiair die er zich schuldig aan maakt zonder opzegging worden afgedankt. Hij moet vooraf gehoord of aangemaand worden.

§ 3. De afdanking wordt uitgesproken door de minister onder wie de stagiair ressorteert, naargelang van het geval, op voorstel van de interdepartementale stagecommissie of van de stagecommissie.

De afdanking van de stagiair van niveau 1 is evenwel onderworpen aan het akkoord van de minister van het departement waarvoor de stagiair voorlopig is aangewezen.

Art. 19. De minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort stelt de algemene beginselen inzake stage vast.

Afdeling II. — Stage van de gegadigden voor niveau 1 en aanstelling tot Rijksambtenaar

Art. 30. § 1. De geslaagden die werden toegelaten door de Vaste Wervingssecretaris, worden door de minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort tot stagiair benoemd, met het genot van al hun administratieve en geldelijke rechten, ten laatste op de eerste dag van de derde maand volgend op die waarin de Vaste Wervingssecretaris de geslaagden ter beschikking van de minister heeft gesteld.

§ 2. Le stagiaire relève du seul ministre qui a la fonction publique dans ses attributions.

Celui-ci affecte provisoirement le stagiaire et peut, après avis du ministre intéressé et sur proposition motivée de la commission interdépartementale des stages, modifier l'affectation en cours de stage.

§ 3. Le stage est d'une durée d'un an. Il peut être prolongé de quatre mois au maximum dans le cas prévu à l'article 32.

Art. 31. § 1er. Le stage est placé sous la haute direction du directeur général de la formation. Celui-ci relève du ministre qui a la fonction publique dans ses attributions.

Le directeur général de la formation détermine, en se conformant aux principes généraux fixés en vertu de l'article 29, les activités de formation auxquelles les stagiaires sont tenus de participer.

§ 2. Chaque stagiaire doit faire parvenir un mémoire au directeur général de la formation, selon les modalités et dans les délais que celui-ci détermine.

Art. 32. § 1er. Si les rapports visés à l'article 28 quinquies ne sont pas, dans leur ensemble, favorables au stagiaire, le directeur général de la formation saisit la commission interdépartementale des stages. Il établit à cet effet un rapport qu'il communique au stagiaire.

§ 2. Après avoir recueilli toutes les informations utiles, notamment auprès des chefs de service intéressés, la commission, selon le cas :

1° décide si le stage peut être poursuivi ou s'il doit être prolongé;

2° soumet au ministre qui a la fonction publique dans ses attributions et au ministre du département auquel le stagiaire est affecté provisoirement, une proposition motivée de licenciement ou de nomination.

§ 3. La commission interdépartementale des stages entend le stagiaire, à sa demande, avant de décider la continuation du stage ou la prolongation du stage ou avant de proposer le changement d'affectation provisoire ou le licenciement.

Le stagiaire peut se faire assister par un avocat ou un délégué d'une organisation syndicale agréée.

Art. 33. § 1er. Le stagiaire jugé apte soit par le directeur général de la formation, soit par la commission interdépartementale des stages est nommé par Nous, en qualité d'agent de l'Etat au grade auquel il s'est porté candidat, sur proposition du ministre du département auquel il est affecté provisoirement. Il est affecté définitivement à un emploi permanent de son grade.

§ 2. Pour le calcul de son ancienneté de traitement et pour son classement, il prend rang à la date à laquelle a débuté son stage.

Si l'admission au stage a été retardée parce qu'une enquête s'imposait pour apprécier si la conduite du stagiaire est irréprochable, et si le stagiaire a été dépassé dans son ministère par un ou plusieurs lauréats du même concours classés après lui, il prend toutefois rang à la date à laquelle ce lauréat ou le mieux classé de ces lauréats a commencé son stage.

§ 3. Le présent article ne peut porter préjudice aux dispositions applicables aux agents admis sous réserve pour des raisons d'inaptitude physique.

Art. 33bis. § 1er. La commission interdépartementale des stages se compose :

1° du Secrétaire permanent au recrutement, président;

2° d'un Secrétaire permanent adjoint de l'autre rôle linguistique, désigné par le ministre qui a la fonction publique dans ses attributions;

3° de deux secrétaires généraux de rôle linguistique différent, désignés par les secrétaires généraux réunis en collège;

4° du directeur général de la formation.

Les secrétaires généraux réunis en collège désignent en outre deux secrétaires généraux de rôle linguistique différent en qualité de membre suppléant.

§ 2. La commission délibère valablement au sujet d'un stagiaire lorsque trois membres au moins sont présents dont deux appartiennent au même rôle linguistique que le stagiaire ou ont fourni la preuve qu'ils connaissent suffisamment la seconde langue conformément à l'article 43, § 3, alinéa 3 des lois sur l'emploi des langues en matière administrative coordonnées le 18 juillet 1966.

§ 3. Le fonctionnaire le plus élevé en grade de l'administration à laquelle le stagiaire est provisoirement affecté et appartenant au même rôle linguistique que celui-ci participe aux délibérations avec voix consultative.

§ 2. De stagiair ressorteert uitsluitend onder de minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort.

Deze wijst de stagiair voorlopig aan en hij mag, na advies van de betrokken minister en op een met redenen omkleed voorstel van de interdepartementale stagecommissie, de aanwijzing gedurende de stage wijzigen.

§ 3. De stage duurt één jaar. Zij kan met maximum vier maanden worden verlengd in het in artikel 32 bepaalde geval.

Art. 31. § 1. De stage staat onder de hoge leiding van de directeur-generaal van de vorming. Deze ressorteert onder de minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort.

De directeur-generaal van de vorming stelt, met inachtneming van de krachtens artikel 29 vastgelegde algemene beginselen, de vormingsactiviteiten vast waaraan de stagiairs moeten deelnemen.

§ 2. Elke stagiair moet de directeur-generaal van de vorming een eindverhandeling ter hand stellen volgens de modaliteiten en binnen de termijnen die deze vaststelt.

Art. 32. § 1. Indien de bij artikel 28 quinquies bedoelde verslagen over het geheel niet gunstig zijn voor de stagiair, legt de directeur-generaal van de vorming het geval aan de interdepartementale stagecommissie voor. Te dien einde maakt hij een verslag op dat hij aan de stagiair mededeelt.

§ 2. Nadat de commissie de nodige informatie ingewonnen heeft, inzonderheid bij de betrokken dienstchefs, en volgens het geval :

1° beslist zij of de stage kan worden voortgezet of moet worden verlengd;

2° legt zij aan de minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort en aan de minister van het departement waarvoor de stagiair voorlopig aangewezen is, een met redenen omkleed afdankings- of benoemingsvoorstel voor.

§ 3. De interdepartementale stagecommissie hoort de stagiair, op zijn verzoek, alvorens een beslissing te nemen over de voortzetting of de verlenging van de stage of alvorens de verandering van de voorlopige aanwijzing of de afdanking voor te stellen.

De stagiair kan zich door een advocaat of een afgevaardigde van een erkende vakorganisatie laten bijstaan.

Art. 33. § 1. De door de directeur-generaal van de vorming of door de interdepartementale stagecommissie geschikt bevonden stagiair wordt door Ons tot rijksambtenaar benoemd in de graad waarvoor hij zich kandidaat heeft gesteld, op voorstel van de minister van het departement waarvoor hij voorlopig aangewezen is. Hij wordt definitief aangewezen voor een vaste betrekking van zijn graad.

§ 2. Voor de berekening van zijn anciënniteit in wedde en voor zijn rangschikking, neemt hij rang in op de dag waarop zijn stage is begonnen.

Indien de toelating tot de stage werd vertraagd omdat een onderzoek geboden was om uit te maken of de stagiair van onberispelijk gedrag is en de stagiair in zijn ministerie door één of meer na hem gerangschikte geslaagden van hetzelfde vergelijkend examen voorbijgegaan is, dan neemt hij echter rang in op de datum waarop die geslaagde of de best gerangschikte van die geslaagden zijn stage heeft aangevat.

§ 3. Dit artikel mag geen afbreuk doen aan de bepalingen die van toepassing zijn op de wegens lichamelijke ongeschiktheid onder voorbehoud toegelaten ambtenaren.

Art. 33bis. § 1. De interdepartementale stagecommissie bestaat uit :

1° de Vaste Wervingssecretaris, voorzitter;

2° een adjunct-vaste wervingssecretaris van de andere taalrol, aangewezen door de minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort;

3° twee door de in college vergaderde secretarissen-generaal aangewezen secretarissen-generaal van verschillende taalrol;

4° de directeur-generaal van de vorming.

De in college vergaderde secretarissen-generaal wijzen bovendien twee secretarissen-generaal van verschillende taalrol aan in de hoedanigheid van plaatsvervangend lid.

§ 2. De commissie beraadslaagt geldig over het geval van een stagiair wanneer ten minste drie leden aanwezig zijn van wie twee tot dezelfde taalrol als de stagiair behoren of het bewijs hebben geleverd de tweede taal voldoende te kennen overeenkomstig artikel 43, § 3, derde lid, van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken gecoördineerd op 18 juli 1966.

§ 3. De ambtenaar met de hoogste graad van het bestuur waarvoor de stagiair voorlopig aangewezen is en van dezelfde taalrol als deze, woont de beraadslagingen bij met raadgevende stem.

Section III. — Du stage des candidats aux niveaux 2, 3 et 4 et de leur admission en qualité d'agent de l'Etat

Art. 34. § 1er. Les lauréats admis par le Secrétaire permanent au recrutement sont nommés en qualité de stagiaire par l'autorité qui détient le pouvoir de nomination. Ils sont appelés en service en cette qualité et affectés à un emploi permanent vacant avec la jouissance de tous leurs droits administratifs et pécuniaires, au plus tard le premier jour du troisième mois suivant celui où le Secrétaire permanent au recrutement a mis les lauréats à la disposition de cette autorité.

§ 2. Le stage est d'une durée de six mois pour le niveau 2, et de trois mois pour les niveaux 3 et 4.

Il peut être prolongé au maximum d'un tiers de sa durée normale par l'autorité qui détient le pouvoir de nomination.

Art. 35. Le stagiaire est placé sous la surveillance d'un directeur de la formation. Il est tenu de participer aux activités que le directeur de la formation organise.

Art. 36. § 1er. Si les rapports visés à l'article 28 quinquies ne sont pas, dans leur ensemble, favorables au stagiaire, le directeur de la formation saisit la commission des stages. A cet effet, il établit un rapport qu'il communique au stagiaire. Après avoir recueilli toutes les informations utiles, notamment auprès des chefs de service intéressés, la commission des stages adresse à l'autorité revêtue du pouvoir de nomination une proposition motivée de continuation du stage, de prolongation du stage, de licenciement ou de nomination.

§ 2. La commission des stages entend le stagiaire, à sa demande, avant de proposer la continuation du stage, la prolongation du stage ou le licenciement.

Le stagiaire peut se faire assister par un avocat ou un délégué d'une organisation syndicale agréée.

Art. 37. § 1er. Le stagiaire jugé apte soit par le directeur de la formation, soit par la commission des stages est nommé en qualité d'agent de l'Etat au grade auquel il s'est porté candidat.

§ 2. Pour le calcul de son ancienneté de traitement et pour son classement, il prend rang à la date à laquelle a débuté son stage.

Si l'admission au stage a été retardée parce qu'une enquête s'imposait pour apprécier si la conduite du stagiaire est irréprochable, et si le stagiaire a été dépassé dans son ministère par un ou plusieurs lauréats du même concours classés après lui, il prend toutefois rang à la date à laquelle ce lauréat ou le mieux classé de ces lauréats a commencé son stage.

§ 3. Le présent article ne peut porter préjudice aux dispositions applicables aux agents admis sous réserve pour des raisons d'inaptitude physique.

Art. 38. § 1er. Dans chaque ministère, il y a deux commissions des stages, l'une pour les stagiaires du rôle français, l'autre pour les stagiaires du rôle néerlandais.

Chaque commission se compose de :

1° deux fonctionnaires du rang 13 au moins désignés par le ministre;

2° du directeur de la formation.

Le ministre désigne un des deux fonctionnaires visés à 1° pour assumer la présidence de la commission.

§ 2. Le chef de service qui a le stagiaire sous ses ordres participe aux délibérations avec voix consultative.

§ 3. Outre les attributions qui lui sont reconnues par le présent statut, la commission exerce la haute surveillance du déroulement du stage des candidats aux niveaux 2, 3 et 4.

Art. 39. Le ministre peut charger des fonctionnaires du rang 13 au moins de remplir certaines tâches confiées par la présente section aux directeurs de la formation.

Art. 2. Dans le même arrêté royal, il est inséré une partie IVbis rédigée comme suit :

« PARTIE IVbis — De l'accueil et de la formation

Art. 48bis. Il y a lieu d'entendre par accueil toute mesure favorisant l'intégration des nouveaux agents dans l'administration.

Art. 48ter. Il y a lieu d'entendre par formation toute activité ayant pour but :

- soit le perfectionnement professionnel;
- soit la préparation à la promotion.

La participation à ces activités peut être rendue obligatoire par le ministre dont relève l'agent.

Afdeling III. — Stage van gegadigden voor de niveaus 2, 3 en 4 en aanstelling tot Rijksambtenaar

Art. 34. § 1. De door de Vaste Wervingssecretaris toege laten geslaagden worden door de tot benoemen bevoegde overheid tot stagiair benoemd. Zij worden in die hoedanigheid in dienst geroepen en aangewezen voor een vacante vaste betrekking, met het genot van al hun administratieve en geldelijke rechten, ten laatste op de eerste dag van de derde maand volgend op die waarin de Vaste Wervingssecretaris de geslaagden ter beschikking van die overheid heeft gesteld.

§ 2. De stage duurt zes maanden voor niveau 2 en drie maanden voor de niveaus 3 en 4.

Zij kan maximum met een derde van haar normale duur door de tot benoemen bevoegde overheid worden verlengd.

Art. 35. De stagiair wordt onder het toezicht van een vormingsdirecteur geplaatst. Hij is gehouden deel te nemen aan de activiteiten die de vormingsdirecteur organiseert.

Art. 36. § 1. Indien de bij artikel 28 quinquies bedoelde verslagen over het geheel niet gunstig zijn voor de stagiair, legt de vormingsdirecteur het geval aan de stagecommissie voor. Te dien einde maakt hij een verslag op dat hij aan de stagiair mededeelt. Na de nodige informatie te hebben ingewonnen, inzonderheid bij de betrokken dienstchefs, richt de stagecommissie aan de tot benoemen bevoegde overheid een met redenen omkleed voorstel om de stage voort te zetten of te verlengen, ofwel van afdanking of van benoeming.

§ 2. De stagecommissie hoort de stagiair, op zijn verzoek, alvorens de voortzetting van de stage, de verlenging van de stage of de afdanking voor te stellen.

De stagiair kan zich door een advocaat of een afgevaardigde van een erkende vakorganisatie laten bijstaan.

Art. 37. § 1. De stagiair wordt tot rijksambtenaar benoemd in de graad waarvoor hij zich kandidaat heeft gesteld, indien hij hetzij door de vormingsdirecteur, hetzij door de stagecommissie, geschikt wordt bevonden.

§ 2. Voor de berekening van zijn anciënniteit in wedde en voor zijn rangschikking neemt hij rang in op de dag waarop zijn stage is begonnen.

Indien de toelating tot de stage werd vertraagd omdat een onderzoek geboden was om uit te maken of de stagiair van onberispelijk gedrag is en de stagiair in zijn ministerie door één of meer na hem gerangschikte geslaagden van hetzelfde vergelijkend examen voorbijgegaan is, dan neemt hij echter rang in op de datum waarop die geslaagde of de best gerangschikte van die geslaagden zijn stage heeft aangevat.

§ 3. Dit artikel mag geen afbreuk doen aan de bepalingen die van toepassing zijn op de wegens lichamelijke ongeschiktheid onder voorbehoud toegelaten ambtenaren.

Art. 38. § 1. In elk ministerie zijn er twee stagecommissies, de ene voor de stagiairs van de Nederlandse taalrol, de andere voor de stagiairs van de Franse taalrol.

Elke commissie bestaat uit :

1° twee door de minister aangewezen ambtenaren van rang 13 ten minste;

2° de vormingsdirecteur.

De minister wijst één van de bij 1° bedoelde ambtenaren aan om het voorzitterschap van de commissie waar te nemen.

§ 2. De dienschef die de stagiair onder zijn gezag heeft neemt aan de beraadslagingen deel met raadgevende stem.

§ 3. Benevens de bevoegdheden die haar door het onderhavige statut toegewezen worden, oefent de commissie het hoge toezicht uit over het verloop van de stage der gegadigden voor de niveaus 2, 3 en 4.

Art. 39. De minister kan ambtenaren van rang 13 ten minste, ermee belasten sommige taken te vervullen die krachtens deze afdeling aan de vormingsdirecteurs zijn toevertrouwd.

Art. 2. In hetzelfde koninklijk besluit wordt een deel IVbis ingevoegd, luidend als volgt :

« DEEL IVbis — Het onthaal en de vorming

Art. 48bis. Onder onthaal dient elke maatregel te worden verstaan tot bevordering van de integratie der nieuwe personeelsleden in de administratie.

Art. 48ter. Onder vorming dient elke activiteit te worden verstaan, die tot doel heeft :

- hetzij de beroepsvervolmaking;
- hetzij de voorbereiding op de bevordering.

De deelneming aan dergelijke activiteiten kan verplicht worden gesteld door de Minister onder wie de ambtenaar ressorteert.

Art. 48quater. § 1er. Le ministre qui a la fonction publique dans ses attributions arrête les programmes d'accueil et de formation communs à plusieurs ministères.

Le ministre fixe le programme d'accueil et de formation répondant aux besoins de l'administration et du personnel de son ministère. Il peut déléguer ce pouvoir au secrétaire général ou à un directeur général.

Le secrétaire général ou le directeur général délégué conformément à l'alinéa 2, se fait assister par des directeurs de la formation qu'il désigne parmi les fonctionnaires du rang 13 au moins; les directeurs de la formation doivent être agréés par la commission interdépartementale des stages aux conditions et suivant les modalités fixées par le ministre qui a la fonction publique dans ses attributions.

§ 2. Outre les attributions qui lui sont expressément reconnues par le présent statut, le directeur de la formation a pour mission :

— de guider et surveiller les stagiaires;
— d'organiser des activités de formation ou d'en confier, sous son contrôle, l'exécution à des tiers, avec l'accord du ministre;

— de mettre en œuvre les programmes d'accueil et de formation.

Il ne peut être chargé d'aucune autre tâche, sauf en matière de personnel et d'organisation.

§ 3. A la demande du ministre qui a la fonction publique dans ses attributions et en accord avec le ministre intéressé, les directeurs de la formation sont mis temporairement à la disposition du directeur général de la formation. »

Art. 3. Dans l'article 64 du même arrêté, les mots « de l'article 31, § 1er, alinéa 3, et de l'article 38, § 1er, alinéa 3 » sont remplacés par les mots « de l'article 33, § 2, alinéa 1er, et de l'article 37, § 2, alinéa 1er ».

Art. 4. L'article 102 du même arrêté est complété par la disposition suivante :

« 10° pour promotion sociale et pour participer à des activités de formation ».

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 5. En attendant la désignation des directeurs de la formation, leurs fonctions sont exercées par les fonctionnaires chargés de la fonction de maître de stage départemental.

Art. 6. Les dispositions en application avant l'entrée en vigueur du présent arrêté restent applicables au stagiaire qui, à cette date, était nommé en cette qualité.

Art. 7. Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 16 février 1961 organisant le stage des candidats au niveau 1 des agents de l'Etat, modifié par les arrêtés royaux du 23 mars 1961, du 20 juillet 1962, du 16 août 1962, du 16 mars 1964, du 1er juin 1964 et du 1er décembre 1964;

2° l'arrêté royal du 8 février 1964 chargeant le directeur général de la sélection et de la formation d'exercer les attributions de maître général des stages;

3° l'arrêté royal du 21 janvier 1966 portant des dispositions temporaires dérogeant aux règles établies pour le recrutement de candidats agents de l'Etat du niveau 1 et pour l'organisation de leur stage, modifié par les arrêtés royaux du 14 décembre 1970 et du 18 juin 1976;

4° l'arrêté royal du 12 octobre 1973 relatif à la durée du stage des candidats aux fonctions d'agent de l'Etat des niveaux 2, 3 et 4.

Art. 8. § 1er. A l'article 1er, alinéa 2, de l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat, les mots « du présent arrêté et sans préjudice des règles qui sont ou pourraient être prises à l'égard des stagiaires du niveau 1 qui interrompent leur stage » sont supprimés.

Art. 48quater. § 1. De minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort, stelt de onthaal- en vormingsprogramma's vast die gemeenschappelijk zijn voor verschillende ministeries.

De minister stelt het onthaal- en vormingsprogramma vast dat aan de behoeften van het bestuur en van het personeel van zijn ministerie beantwoordt. Hij kan deze bevoegdheid aan de secretaris-generaal of aan een directeur-generaal overdragen.

De secretaris-generaal of de directeur-generaal gedelegeerd overeenkomstig het tweede lid, doet zich bijstaan door vormingsdirecteurs die hij aanduidt onder de ambtenaren van rang 13 ten minste; de vormingsdirecteurs moeten door de interdepartementale stagecommissie erkend worden onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten vastgesteld door de minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort.

§ 2. Benevens de bevoegdheden die hem uitdrukkelijk door dit statuut toegekend worden heeft de vormingsdirecteur als opdracht :

— de stagiairs te begeleiden en op hen toezicht te houden;
— vormingsactiviteiten te organiseren of onder zijn toezicht de uitvoering ervan met goedvinden van de minister aan derden toe te vertrouwen;
— onthaal- en vormingsprogramma's uit te voeren.

Hij mag met geen enkele andere opdracht dan inzake personeel en organisatie worden belast.

§ 3. Op het verzoek van de minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort en met het akkoord van de betrokken minister, worden de vormingsdirecteurs tijdelijk ter beschikking van de directeur-generaal van de vorming gesteld. »

Art. 3. In artikel 64 van hetzelfde besluit worden de woorden « artikel 31, § 1, derde lid en artikel 38, § 1, derde lid » vervangen door de woorden « artikel 33, § 2, eerste lid en artikel 37, § 2, eerste lid. »

Art. 4. Artikel 102 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« 10° voor sociale promotie en om deel te nemen aan vormingsactiviteiten ».

OVERGANGS- EN SLOTBEPALINGEN

Art. 5. In afwachting van de aanduiding van de vormingsdirecteurs wordt hun ambt waargenomen door ambtenaren belast met het ambt van departementaal stagemeester.

Art. 6. De vóór de inwerkingtreding van dit besluit van kracht zijnde bepalingen blijven van toepassing op de stagiair die, op deze datum, in deze hoedanigheid benoemd was.

Art. 7. Worden opgeheven :

1° het koninklijk besluit van 16 februari 1961 tot inrichting van de stage van de kandidaten voor het niveau 1 van het Rijkspersoneel, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 23 maart 1961, 20 juli 1962, 16 augustus 1962, 16 maart 1964, 1 juni 1964 en 1 december 1964;

2° het koninklijk besluit van 8 februari 1964 waarbij de directeur-generaal voor selectie en vorming wordt belast met de uitoefening van de bevoegdheden van de algemene stagemeester;

3° het koninklijk besluit van 21 januari 1966 houdende tijdelijke bepalingen die afwijken van de regelen vastgesteld voor de werving van kandidaat-rijksambtenaren van het niveau 1 en voor de inrichting van hun stage, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 14 december 1970 en 18 juni 1976;

4° het koninklijk besluit van 12 oktober 1973 betreffende de duur van de stage voor kandidaat-rijksambtenaren van de niveaus 2, 3 en 4.

Art. 8. § 1. In artikel 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen worden de woorden « van dit besluit en onverminderd de regelen welke ten aanzien van de stagiairs van het niveau 1 die hun stage onderbreken worden of mochten worden bepaald » geschrapt.

§ 2. A l'article 1er, 4°, de l'arrêté royal du 1er juin 1964 fixant la position administrative de certains agents des administrations de l'Etat qui accomplissent, en temps de paix, des prestations militaires ou des services en exécution de la loi du 3 juin 1964 portant statut des objecteurs de conscience, les mots « sans préjudice des règles qui sont ou qui pourraient être prises à l'égard des stagiaires du niveau 1 qui interrompent leur stage » sont supprimés.

§ 3. A l'article 1er, alinéa 2, de l'arrêté royal du 13 novembre 1967 relatif à la position de disponibilité des agents de l'Etat, les mots « sans préjudice des règles qui sont ou pourraient être prises à l'égard des stagiaires du niveau 1 qui interrompent leur stage » sont supprimés.

§ 4. Dans l'article 18, § 1er, alinéa 2, de l'arrêté royal du 17 septembre 1969 concernant les concours et examens organisés en vue du recrutement et de la carrière des agents de l'Etat, les mots « articles 28 et 31, § 1er » sont remplacés par les mots « articles 30, § 2, et 33, § 1er ».

§ 5. Dans l'article 10 de l'arrêté royal du 11 août 1972 stimulant l'emploi de handicapés dans les administrations de l'Etat, les alinéas 1 et 2 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Sans préjudice de l'article 28 sexies, § 1er, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, le handicapé stagiaire ne peut être licencié pour inaptitude que sur avis conforme de la commission.

Les rapports de stage concernant les stagiaires handicapés ainsi que le rapport visé aux articles 32, § 1er, et 36 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 sont également communiqués à la commission ».

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Le Roi fixe les dates d'entrée en vigueur des dispositions du présent arrêté en ce qui concerne les organismes d'intérêt public soumis à l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public.

Art. 10. Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 novembre 1982.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique,
Ch.-F. NOTHOMB

Le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique,

L. WALTNIEL

F. 83 — 14

18 NOVEMBRE 1982. — Arrêté royal concernant l'accueil et la formation des agents de l'Etat

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié notamment par l'arrêté royal du 18 novembre 1962;

Considérant qu'il y a lieu de promouvoir et d'organiser l'accueil et la formation permanente des agents;

Vu l'avis du Comité général de consultation syndicale;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 28 mars 1982;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

§ 2 In artikel 1, 4°, van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 tot vaststelling van de administratieve toestand van sommige ambtenaren van de Rijksbesturen, die in vredetijd militaire prestaties of diensten verrichten in uitvoering van de wet van 3 juni 1964 houdende het statuut van de gewetensbezwaarden worden de woorden « onverminderd echter de regelen welke ten aanzien van stagiairs van het niveau 1 die hun stage onderbreken, worden of mochten worden bepaald » geschrapt.

§ 3. In artikel 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 13 november 1967 betreffende de stand beschikbaarheid van het Rijkspersoneel worden de woorden « onverminderd echter de regelen welke ten aanzien van de stagiairs van het niveau 1 die hun stage onderbreken, worden of mochten worden bepaald » geschrapt.

§ 4. In artikel 18, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 17 september 1969 betreffende de vergelijkende examens en examens georganiseerd voor de werving en de loopbaan van het rijkspersoneel, worden de woorden « artikel 28 en 31, § 1 » vervangen door de woorden « artikelen 30, § 2, en 33, § 1 ».

§ 5. In artikel 10 van het koninklijk besluit van 11 augustus 1972 ter bevordering van de tewerkstelling van minder-validen in de rijksbesturen, worden het eerste en tweede lid vervangen door de volgende bepalingen :

« onverminderd artikel 28sexies, § 1, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 kan de stagedoende minder-valide wegens beroepsongeschiktheid slechts worden afgedankt op eensluidend advies van de commissie.

De stageverslagen betreffende de minder-valide stagiairs alsook het verslag bedoeld in de artikelen 32, § 1, en 36 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 worden ook aan de commissie medegedeeld ».

Art. 9. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

De Koning stelt de data vast waarop de bepalingen van dit besluit in werking treden ten aanzien van de instellingen van openbaar nut die onderworpen zijn aan het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut.

Art. 10. Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 november 1982.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Openbaar Ambt,
Ch.-F. NOTHOMB

De Staatssecretaris voor Openbaar Ambt,

L. WALTNIEL

N. 83 — 14

18 NOVEMBER 1982. — Koninklijk besluit betreffende het onthaal en de vorming van het rijkspersoneel

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, inzonderheid gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 november 1982;

Overwegende dat het onthaal en de voortdurende vorming van de ambtenaren dienen bevorderd en georganiseerd te worden;

Gelet op het advies van de Algemene Syndicale Raad van Advies;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 26 maart 1982;

Gelet op het advies van de Raad van State;